Challenges
Que dit l'économie cette semaine ?

PAYS :France
PAGE(S) :70
SURFACE :100 %
PERIODICITE :Hebdomadaire

RUBRIQUE :En couverture
DIFFUSION :222685
JOURNALISTE :C. B

► 26 juin 2025 - N°881

Stéphane Geufroi/Ouest France/MaxPPP

KERING, Luca de Meo
▶Le transfert du Milanais de Renault, en septembre, à la tête du groupe de luxe ayant une forte empreinte en Italie, ravit Rome.

Caroline Brehman/EPA/MaxPPP

STELLANTIS, Antonio Filosa
▶La nomination de cet Italien au poste de PDG *«confirme la nouvelle centralité du pays dans la stratégie du groupe»* a salué le ministre Urso.

Sylvie Humbert/Réa

GENERALI, Philippe Donnet
▶Le Français, qui dirige l'assureur depuis huit ans, s'est retrouvé dans le viseur d'une OPA lancée avec la bénédiction de Giorgia Meloni.

Les réflexes nationalistes jamais loin du business

Avec l'arrivée d'un Italien à la tête de Stellantis mais aussi de Kering, la Péninsule marque des points. Ce qui n'efface pas les bisbilles avec les managers français.

Derrière son allure décontractée, jeans et col déboutonné, Antonio Filosa est reconnu pour son esprit d'équipe. Mais à Rome, on loue une autre qualité au nouveau PDG du géant automobile Stellantis : celle d'être Italien. Cela *« confirme la nouvelle centralité du pays dans la stratégie du groupe »*, jubile le ministre des Entreprises et du Made in Italy Adolfo Urso. Une revanche pour le gouvernement de Giorgia Meloni qui accusait l'ancien patron, Carlos Tavares, d'avoir favorisé la France au détriment de la Péninsule. Pour Jean-Pierre Darnis, directeur du master Relations franco-italiennes à l'Université Côte d'Azur, *« agiter le drapeau antifrançais est une façon de couvrir d'autres problèmes »*, à commencer par les *« rivalités »* entre Giorgia Meloni et la famille Agnelli-Elkann, premier actionnaire du groupe.

Comme les bonnes nouvelles volent en escadrille, Rome peut aussi se féliciter dans la foulée du transfert du Milanais Luca de Meo de Renault à Kering – le groupe de luxe bénéficiant d'une forte empreinte en Italie, notamment avec Gucci. Car Meloni est depuis longtemps attentive aux prises de pouvoirs dans les entreprises de part et d'autre des Alpes. En 2021, elle dénonçait dans son autobiographie (*Io Sono Giorgia*, Rizzoli) une France qui s'octroyait *« des rôles de premier plan »* dans des secteurs stratégiques de la Péninsule. Et de pointer la prise en main de Borsa Italiana par Euronext, dirigé par le Français Stéphane Boujnah.

Dans la finance, la bataille n'a pas cessé. Philippe Donnet, qui dirige depuis huit ans l'assureur Generali, en fait les frais aujourd'hui. Le Français, amoureux de Venise, a beau avoir acquis la nationalité italienne, il s'est retrouvé dans le viseur d'une OPA lancée par la banque Monte dei Paschi et de son actionnaire, Francesco Gaetano Caltagirone – avec la bénédiction de Giorgia Meloni dont ce dernier est proche. L'affaire ne cesse de rebondir. Et les anti-Donnet ont ouvert un second front, depuis que, en janvier, Generali a annoncé son rapprochement avec Natixis pour créer un géant dans la gestion d'actifs. Un *« cadeau aux Français »*, pestent à la fois Caltagirone et des responsables de Fratelli d'Italia, le parti de Meloni. *« Il y a eu des maladresses*, reconnaît un Français bon connaisseur des milieux d'affaires italiens. *Le mot « Italie » n'apparaissait qu'une seule fois dans l'accord entre les deux parties : lorsqu'il s'agissait d'indiquer l'adresse postale de Generali ! »*

700 dossiers sur la sellette

Jean-Pierre Darnis, pour sa part, dénonce le *« réflexe nationaliste »* d'un exécutif, qui agite de plus en plus régulièrement son *golden power*. Ce dispositif de contrôle des investissements étrangers a été invoqué pour plus de 700 dossiers en 2023, contre 83 en 2019. *« On n'a plus le temps pour ces bêtises »* entre Rome et Paris, regrette pour sa part Marco Simoni. Ex-conseiller du président du Conseil Matteo Renzi et professeur à l'université Luiss de Rome, il estime que les foucades de Trump doivent *« accélérer la convergence des intérêts franco-italiens »*. Et de souhaiter que le long tête-à-tête entre Meloni et Macron, le 3 juin, marque une désescalade dans ces tensions. **C. B. et G. P.** ▶

Tous droits de reproduction réservés